



Sur un budget initial de 83 milliards, l'initiative n'a jusqu'ici pu mobiliser que 10 milliards et seuls 3,5 milliards de Fcfa ont été effectivement dépensés sur le terrain.

A la tête du plan présidentiel de reconstruction des régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, le Ministre Délégué auprès du Ministre de l'Économie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire, chargé de la Planification, Paul Tasong Njukang, a eu bien du mal à défendre son bilan le 18 mai 2021 à Douala. Invité à prendre la parole lors de visite au GICAM du Premier ministre Joseph Dion, pour une réunion d'appropriation par le secteur privé du plan présidentiel de reconstruction et de développement des régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, Tasong n'a pas su dissimuler sa gêne, reconnaissant même sur certains points « n'avoir pas respecté les instructions du Premier ministre ».

Nommé par un arrêté signé de Joseph Dion Ngute, le 4 avril 2020, le coordonnateur national a d'abord plaidé la patience en ouverture de son propos. « Il a fallu d'abord œuvrer pour le retour de la paix, c'était la première phase du plan », a-t-il indiqué. Tasong a dit avoir déjà pu collecter 10,5 milliards de Fcfa sur les 89 milliards de budget arrêté dans le cadre de ce plan qui arrive en application d'une des recommandations fortes du Grand dialogue national tenu en octobre 2019. Le ministre a ensuite avoué n'avoir jusqu'ici consommé que 3,5 milliards de ces ressources mobilisées et dont la gestion est directement assurée par le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD).

L'excuse du Covid

« Pourquoi ce manque de célérité dans la passation de contrats, comment n'avez-vous pas pu utiliser les 10 milliards mobilisés à ce jour », lui a opposé le PDG de Buns BTP, Éric Njong, lors de son intervention pendant les échanges. Pour sa défense, le ministre Tassong a bien évidemment évoqué la crise sanitaire avant de préciser qu'il se serait déjà rendu dans les pays donateurs pour lever les fonds promis si le Covid n'avait pas tout bloqué. En coulisse, un homme d'affaires estime que les gestionnaires de cette cagnotte freinent des quatre fers en attendant d'identifier d'éventuels circuits de pots de vin et autres rétro commissions. Le Premier ministre Dion Ngute a pourtant rappelé, lors de son déplacement à Douala, la nécessité « d'éradiquer l'économie de la guerre pour la remplacer par une économie réelle et vertueuse ».

D'où son appel au secteur privé qui contribue de l'ordre de 40% au budget de l'État. « Le chômage massif des jeunes favorisent leur enrôlement, plusieurs jeunes veulent retrouver une vie normale mais manquent de perspectives, il faut leur redonner espoir », a insisté Dion Ngute. Le cap est fixé mais encore faut-il se donner les moyens de l'atteindre.

« S'il y a la paix le reste suivra »

Et l'une des critiques récurrentes vis-à-vis du plan présidentiel est sans doute son timing. Sans le dire clairement, les hommes d'affaires pensent que le président a sans doute mis la charrue avant les bœufs. « S'il y a la paix le reste suivra », a par exemple susurré Christophe Eken, le président de la chambre de commerce. « Plus de 90% de la population a tourné le dos aux sécessionnistes », lui a répondu Dion avec force détails.

« En dehors du Lebialem (Sud-ouest), du Mbui et de la Momo (Nord-ouest), les autres 7 départements des deux régions ont retrouvé une vie normale ». En passe de gagner la guerre, l'État camerounais doit maintenant gagner la paix et c'est loin d'être une sinécure. « Il y a encore un travail de sensibilisation à faire, rebondit l'entrepreneure Kate Fotso. En dépit des efforts faits par le gouvernement, en dépit de la bonne volonté des communautés francophones qui ont accueilli les anglophones au point de leur permettre de monter de petites affaires, beaucoup d'anglophones crient encore à la marginalisation, il faut savoir pourquoi ce sentiment persiste », argumente la promotrice de Telcar Cocoa, le plus grand exportateur de Cacao du Cameroun.

« Les projets sur le terrain doivent être supervisés par des acteurs du développement crédibles. Il faut des mesures fiscales incitatives pour favoriser ces investissements car les entreprises privées ne font pas la charité, elles veulent gagner de l'argent », estime pour sa part Olivier Mekulu Mvondo, le Dg de la CNPS.

Le Jour
